

Commissions

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. André Flahaut

➤ VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2013

1. Projet de loi spéciale relative à la Sixième Réforme de l'Etat - Transmis par le Sénat, n°s 3201/1 et 2.

Amendements de Mme Dumery et consorts et de M. D'Haeseleer et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi spéciale (Renaat Landuyt) modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises en vue de transférer la compétence de coordination des zones de police sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, n° 46/1.

- Proposition de loi spéciale (Eric Jadot, Kristof Calvo, Stefaan Van Hecke, Eva Brems, Meyrem Almaci, Wouter De Vriendt) modifiant, en ce qui concerne la compétence en matière de climat, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 96/1.

- Proposition de loi spéciale (Leen Dierick, Nahima Lanjri, Jef Van den Bergh, Stefaan Vercamer, Sonja Becq, Nathalie Muylle) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie, n° 169/1 et 2.

- Proposition de loi spéciale (Liesbeth Van der Auwera, Nathalie Muylle, Sonja Becq, Jef Van den Bergh, Leen Dierick) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 255/1.

- Proposition de loi spéciale (Gerolf Annemans, Rita De Bont, Barbara Pas) modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne les chemins de fer, n° 623/1.

- Proposition de loi spéciale (Daniel Bacquelaine, François-Xavier de Donnea, Katrin Jadin, Jacqueline Galant, Corinne De Permentier) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'une nouvelle répartition des compétences en matière de protection de la jeunesse, n° 636/1.

- Proposition de loi spéciale (Alexandra Colen, Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de défédéraliser la procédure d'expropriation, n° 848/1.

- Proposition de loi (Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne le commerce extérieur, n° 920/1.

- Proposition de loi (Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Barbara Pas, Annick Ponthier) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les services d'incendie, n° 935/1.

- Proposition de loi spéciale (Guy D'haeseleer, Rita De Bont, Barbara Pas, Gerolf Annemans) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la scission de la sécurité sociale, n° 1061/1.

- Proposition de loi spéciale (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Barbara Pas) modifiant l'article 5, § 1er, II, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne l'examen de citoyenneté prescrit en vue de la naturalisation d'étrangers, n° 1132/1.

- Proposition de loi spéciale (Guy D'haeseleer, Rita De Bont, Barbara Pas) précisant explicitement que les Régions et les Communautés sont habilitées à rendre obligatoires les conventions collectives de travail ou les dispositions des conventions collectives de travail conclues dans des matières relevant de leurs compétences, n° 1204/1.
- Proposition de loi (Barbara Pas, Bert Schoofs, Rita De Bont, Gerolf Annemans, Bruno Valkeniers) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de la régionalisation de la politique en matière d'implantations commerciales, n° 1490/1.
- Proposition de loi spéciale (Barbara Pas, Gerolf Annemans, Rita De Bont) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue de transférer aux communautés l'intégralité de la politique ainsi que les règles organiques relatives aux centres publics d'action sociale, n° 1667/1.
- Proposition de loi spéciale (Daphné Dumery, Theo Francken, Sarah Smeyers) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne les permis de travail et les autorisations d'occupation et la déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés, n° 1976/1.

- La discussion a été clôturée.
- Un amendement a été déposé par M. Weyts et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi spéciale ont été successivement adoptés par 11 voix contre 3.
- Par conséquent, les propositions de loi jointes sont devenues sans objet.

2. Projet de loi relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 77 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3202/1.

- M. Bruno Van Grootenbrulle et Mme Gerda Mylle ont été successivement désignés rapporteurs par 10 voix contre 3.
- La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Verherstraeten.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Van Vaerenbergh et consorts et M. D'Haeseleer et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 11 voix contre 3.

3. Projet de loi relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3203/1.

Proposition de loi jointe :

Proposition de loi (François-Xavier de Donnea, Olivier Maingain) modifiant diverses lois afin de supprimer les fonctions de gouverneur et de vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, n° 663/1.

- Mmes Christiane Vienne et Karin Temmerman ont été successivement désignées rapporteurs par 10 voix contre 3.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Pas et consorts.

- Tous les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 11 voix contre 3.
- En conséquence, la proposition de loi jointe est devenue sans objet.

4. Projet de révision de l'article 5, alinéa 2, de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3204/1.

- Rapporteur : M. François-Xavier de Donnea.
- M. Luk Van Biesen a également été désigné rapporteur par 11 voix contre une et 2 abstentions.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Verherstraeten.
- La discussion a eu lieu.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

5. Projet de révision de l'article 11bis de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3205/1.

- Mme Christiane Vienne a été désignée rapporteur par 11 voix contre 3.
- M. Luk Van Biesen a également été désigné rapporteur par 11 voix contre une et 2 abstentions.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Verherstraeten.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. D'Haeseleer et consorts.
- L'amendement a été rejeté.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

6. Projet de révision de l'article 41 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3206/1.

- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.
- M. Luk Van Biesen a également été désigné rapporteur par 11 voix contre une et 2 abstentions
- La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. D'Haeseleer et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 10 voix contre une et 2 abstentions.

7. Projet de révision de l'article 162 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3207/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- M. Luk Van Biesen a été désigné rapporteur par 11 voix contre une et 2 abstentions.
- La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 10 voix contre 4.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Verherstraeten.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. D'Haeseleer et consorts.
- L'amendement a été rejeté.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre une et 2 abstentions.

8. Projet de révision de l'article 170, § 3, de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3208/1.

- Rapporteur : M. François-Xavier de Donnea.
- M. Luk Van Biesen a également été désigné rapporteur par 11 voix contre 3.
- La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, M. Verherstraeten.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. D'Haeseleer et consorts.
- L'amendement a été rejeté.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre une et 2 abstentions.

9. Projet de révision de l'article 23 de la Constitution en vue de garantir le droit aux allocations familiales - Transmis par le Sénat, n° 3209/1.

- Affaire sans rapport (Rgt, art.78.7)
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre 3.

10. Projet d'insertion d'un article 135bis dans la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3210/1.

- Rapporteurs : M. André Frédéric et Mme Gerda Mylle.
- La candidature de Mme Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. D'Haeseleer et consorts.
- Tous les amendements ont été rejetés.
- Le projet d'insertion d'un article 35bis dans la Constitution a été adopté par 11 voix contre 3.

11. Projet de révision de l'article 144 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3211/1.

- Rapporteurs : MM. François-Xavier de Donnea et Stefaan Van Hecke.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre une et 2 abstentions.

12. Projet de révision de l'article 151, § 1 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3212/1.

- Rapporteurs : Mme Christiane Vienne et M. Stefaan Van Hecke.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 2.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par Mme Pas et consorts.
- L'amendement a été rejeté.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre une et 2 abstentions.

13. Projet de révision de l'article 180 de la Constitution - Transmis par le Sénat, n° 3213/1.

Proposition de révision de la Constitution jointe :

Proposition (François-Xavier de Donnea, Daniel Bacquelaine, Charles Michel) de révision de l'article 180 de la Constitution afin d'étendre le contrôle de la Cour des Comptes au-delà de sa compétence strictement limitée aux comptes de l'Etat, n°s 896/1 et 2.

- Rapporteurs : M. Stefaan Van Hecke et Mme Karin Temmerman.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles et de l'auteur principal de la proposition jointe.
- La discussion a eu lieu.
- Un amendement a été déposé par M. D'Haeseleer et consorts.
- L'amendement a été rejeté.
- Le projet de révision de la Constitution a été adopté par 11 voix contre 2 et une abstention.
- Par conséquent, la proposition jointe est devenue sans objet.

16. Projet de loi portant création d'une Commission fédérale de déontologie - Transmis par le Sénat, n° 3214/1.

- Rapporteurs : M. Stefaan Van Hecke et Mme Christiane Vienne.
- La candidature de Mme Kristien Van Vaerenbergh a été rejetée par 11 voix contre 3.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. D'Haeseleer et consorts et par Mme Van Vaerenbergh et consorts.
- Les amendements ont été rejetés.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 11 voix contre 3.

Questions européennes + Défense nationale

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S) et et Filip De Man

➤ **LUNDI 9 DÉCEMBRE 2013**

La politique européenne de Sécurité et de Défense.

- Exposé du vice-premier ministre et ministre de la Défense au sujet de l'ordre du jour du Sommet européen des 19 et 20 décembre 2013.
- Échange de vues.

- Rapporteurs : MM. Wouter De Vriendt et Vincent Van Quickenborne.
- Exposé du vice-premier ministre et ministre de la Défense.
- L'échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 17 décembre 2013.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

Audition de M. Dominique de Crombrugghe, Évaluateur spécial de la Coopération internationale, et de M. Luuk Zonneveld, CEO de BIO, sur la deuxième phase d'évaluation de BIO.

- Après un exposé introductif, les orateurs ont répondu aux questions de MM. Vanackere et Van der Maelen, Mme Snoy et d'Oppuers et M. De Croo.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi-programme (I) (art. 4 à 6), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. Laurent Devin.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances a exposé l'objet des articles 4 à 6 du projet de loi-programme.

- Aucun amendement n'a été déposé.

- Les articles 4 à 6 ont successivement été adoptés.

- L'ensemble des dispositions renvoyées à la commission a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

2. Projet de loi portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État – Transmis par le Sénat, n° 3233/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) insérant un article 20/1 dans les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, n° 388/1.

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) insérant un article 6ter dans les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue d'imposer la publicité uniforme et généralisée des avis de la section de législation du Conseil d'État, n° 389/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke) modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, n° 1693/1.

- Proposition de loi (Ben Weyts, Siegfried Bracke, Koenraad Degroote, Jan Van Esbroeck) modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en ce qui concerne l'évaluation des projets ou propositions de révision de la Constitution, n° 2091/1.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Jenne De Potter, Roel Deseyn, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Bercy Slegers, Jef Van den Bergh, Stefaan Vercamer, Kristof Waterschoot) modifiant les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'État, n° 2355/1.

- Proposition de loi (Stefaan Van Hecke, Juliette Boulet) modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, en vue de la publication des avis de la section de législation, n° 2447/1.

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, n° 2583/1.

- Rapporteur : Mme Daphné Dumery.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances a exposé l'objet du projet de loi transmis par le Sénat.

- Les propositions de loi jointes ont été exposées par leurs auteurs respectifs à l'exception des propositions n°s 388 et 389 dont les auteurs étaient absents.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par Mme Gerkens et M. Van Hecke et par M. Van Esbroeck et consorts.

- Les articles ont successivement été adoptés.

- Aucun amendement n'a été adopté.

- La commission a souscrit aux corrections légistiques proposées par le secrétariat, lesquelles seront communiquées au Sénat par procédure d'erratum.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 15 voix et une abstention.

- Les propositions de loi jointes deviennent par conséquent sans objet.

3. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, n° 3224/1.

- Rapporteur : M. Jan Van Esbroeck.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances a exposé l'objet du projet de loi.

- La demande de M. Van Esbroeck de soumettre le projet de loi à l'avis écrit du secteur de l'Horeca a été rejetée par 9 voix contre 4.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par M. Bracke et par MM. Van Esbroeck et Degroote.

- Les articles et les amendements n°s 1 et 3 et l'annexe ont été successivement adoptés.

- L'ensemble du projet de loi (y compris l'annexe) a été adopté par 9 voix et 4 abstentions.

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi portant dispositions diverses en matière électorale, n° 3225/1.

- Rapporteur : M. Koenraad Degroote.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances a exposé l'objet du projet de loi.

- M. Arens et consorts ont déposé des amendements.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Les amendements n°s 1 à 7 ainsi que les articles ont été successivement adoptés.

- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi organisant le vote électronique avec preuve papier, n° 3229/1.

- Rapporteur : M. Koenraad Degroote.

- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances a exposé l'objet du projet de loi.

- M. Arens et consorts ont déposé des amendements.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Les amendements n°s 1 à 7 ainsi que les articles ont été successivement adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.

3. Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, n° 3223/1.

- Rapporteur : Mme Fernandez Fernandez.
- La vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances a exposé l'objet du projet de loi.
- Des amendements ont été déposés par M. Van Esbroeck et consorts et Mme Slegers et consorts.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

➤ **JEUDI 12 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, n°s 3223/1 et 2.
(Votes).

- Rapporteur : Mme Julie Fernandez Fernandez.
- L'amendement n° 2 et les articles ont successivement été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 2.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

1. Proposition de loi (Raf Terwingen et consorts) concernant la modification de l'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, n° 3228/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- M. Terwingen a exposé la proposition de loi.
- Un échange de vues a eu lieu.
- L'ensemble de la proposition de loi a été adoptée inchangée par 10 voix contre 1 et 1 abstention.
- La commission approuve un rapport sur les bancs.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice, n°s 3149/1 et 2.
Amendements de Mmes Becq et Van Vaerenbergh et consorts.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'assistance de l'avocat lors de la première audition, n° 3143/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Philippe Goffin).

- Rapporteurs : M. Philippe Goffin et Mme Sophie De Wit.
- La discussion des articles a été poursuivie.
- Des amendements ont été déposés.

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Ordre des travaux.

- Propositions de loi prioritaires.
- Visite à la prison de Marche-en-Famenne.
- Varia.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Charles Michel, Carina Van Cauter, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Philippe Goffin) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer des privilèges en faveur des victimes d'infractions pénales, n°s 2428/1 à 3.

Avis de la Cour des comptes.

Amendement de Mme Marghem et consorts.

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry, Bernard Clerfayt) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'établir un privilège en faveur des victimes d'infractions pénales, n°s 2436/1 à 3.

Avis de la Cour des comptes.

Amendement de M. Maingain et consorts.

(Continuation, clôture et votes).

- Rapporteurs : Mme Özlem Özen et M. Christian Brotcorne.
- Un amendement a été déposé par Mme Marghem et consorts.
- La discussion des articles a été entamée.
- Les amendements ont été exposés.

3. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael, Mathias De Clercq) instaurant la surveillance électronique comme peine autonome, n°s 1042/1 à 4.

Amendements de Mme Van Cauter et consorts et de M. Schoofs.

(Continuation, clôture et votes).

- Rapporteur : Mme Sophie De Wit.

- La discussion générale a été entamée.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.

- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandé.

- L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, a été adoptée par 7 voix et 5 abstentions.

4. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice, n°s 3149/1 et 2.

Amendements de Mmes Becq et Van Vaerenbergh et consorts.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'assistance de l'avocat lors de la première audition, n° 3143/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Philippe Goffin).

- Rapporteurs : M. Philippe Goffin et Mme Sophie De Wit.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Becq et consorts, Van Cauter et consorts, Senecaut et consorts et MM. Landuyt et Goffin et consorts.
- Les amendements n°s 8 à 98 ont été exposés.

➤ **JEUDI 12 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice, n°s 3149/1 et 4.
Amendements de Mmes Becq et consorts, Van Vaerenbergh et consorts, Van Cauter et consorts et Senecaut et consorts, MM. Goffin et consorts et Landuyt et du gouvernement.
(Continuation, clôture et vote)

- Rapporteurs : M. Philippe Goffin et Mme Sophie De Wit.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Senecaut et consorts et Van Cauter et consorts.
- La discussion des articles a été clôturée.
- Les amendements n°s 1, 4 à 7 et 13 à 110 ont été adoptés successivement.
- Il a été décidé de procéder à une deuxième lecture conformément à l'article 83 du Rgt.

Prochaine réunion : mardi 17 décembre 2013.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

1. Avis de subsidiarité (Rgt, art. 37bis) sur la proposition de Directive établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure - COM(2013)622.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue
- L'europromoteur, M. Bert Wollants, a présenté un projet d'avis de subsidiarité.
- M. Van den Bergh proposé un amendement.
- L'amendement ainsi que l'ensemble de l'avis de subsidiarité ont été adoptés à l'unanimité.

2. Audition de M. Jo Cornu, CEO de la SNCB, sur le nouveau plan de transport.

- Des notules traduites et révisées ont été faites de cette audition.
- Exposé introductif de M. Jo Cornu.
- M. Jo Cornu ainsi que M. S'heeren Sabin, directeur-général du transport intérieur des voyageurs, ont répondu aux questions de M. Vandeput, Mme Musin, M. Van den Bergh, Mme De Bue, MM. Geerts, Balcaen, Veys, Bastin et Van Hecke et Mme Lahaye-Battheu.

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi-programme (I), n°s 3147/1 et 4.
Amendement de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif du ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : Mme Bonni et M. Vandeput.
- Un amendement a été déposé par Mme Bonni.
- L'amendement, sur l'insertion d'un nouvel article, a été adopté par 11 voix contre 1.

2. [Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mercredi 8 janvier 2014.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

1. Ordre des travaux : Courrier du front commun syndical du SPF Finances.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

2. Projet de loi spéciale portant modification des lois spéciales des 8 août 1980 de réformes institutionnelles et 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et abrogation de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, ensuite de l'introduction du prélèvement kilométrique – Transmis par le Sénat, n° 3235/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique.

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.

- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

3. Projet de loi portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques, n° 3217/1.

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique.

- Lors de la discussion générale le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, a répondu aux questions de Mmes Vienne, Wouters et Almaci et MM. Devlies, Destrebecq, Clerfayt, Goyvaerts, Van Biesen et Gilkinet.
- M. Waterschoot et consorts, M. Gilkinet et consorts et Mme Wouters ont introduit des amendements.
- Les amendements de M. Waterschoot et consorts ont été adoptés. Les autres amendements ont été rejetés.
- Tous les articles ont été adoptés.

4. Projet de loi relatif aux dispositions fiscales diverse, n° 3236/1.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.
- Exposé introductif du ministre des Finances chargé de la Fonction publique.
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenues : Mmes Gerkens, Almaci et Wouters.
- Le ministre a répondu aux questions des membres.
- La discussion générale a été clôturée.
- Des amendements ont été introduit par M. Waterschoot et consorts et Mme Wouters.
- Les amendements ont été exposés.
- La discussion des articles a été entamée.

5. Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, la loi du 14 décembre 2005 relative à la suppression des titres au porteur et le chapitre V de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), en ce qui concerne les coffres dormants, n° 3219/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

Amendements de M. Devlies et consorts.

- La discussion des articles a été poursuivie.
- Sont intervenues : Mmes Wouters, Gerkens et Almaci.
- Le ministre a répondu aux questions des membres.
- Mme Wouters a encore introduit un amendement.
- La discussion générale des articles a été clôturée.
- Tous les articles ainsi que les amendements de M. Devlies et consorts ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix contre 1.
- Tous les articles du projet de loi ont été adoptés.
- Les amendements de M. Devlies et consorts ont également été adoptés.
- L'amendement de Mme Wouters a été rejeté.

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Audition de M. Jean-Claude Delepière, président de la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF).

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.
- Après un exposé introductif, M. Delepière a répondu aux questions de M. Van der Maelen, Mme Wouters et M. Gilkinet.

2. Projet de loi portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques, n° 3217/1.

- Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

3. Projet de loi relatif aux dispositions fiscales diverse, n° 3236/1.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.
- La discussion des articles a été poursuivie.
- Sont intervenus : Mme Wouters et MM. Gilkinet, Waterschoot et Devlies.
- Le ministre a répondu aux questions des membres.
- Un amendement a été déposé par Mme Wouters.
- La discussion des articles a été clôturée.
- Tous les articles ont été adoptés ainsi que les amendements de M. Waterschoot et consorts.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 2.

➤ **JEUDI 12 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi-programme (II), n° 3148/1.

Amendement renvoyé à la commission par la séance plénière du jeudi 12 décembre 2013.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- L'amendement n° 1 a été exposé par M. Destrebecq. Il a ensuite répondu à une question de M. Vandeput.
- L'amendement n° 1 a été adopté par 10 voix et 2 abstentions.
- L'ensemble du projet de loi-programme, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi-programme (I) (art. 19 à 30 et 37 à 38), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.
- La discussion générale et la discussion des articles a été poursuivie et clôturée.
- Les articles inchangés ont été successivement adoptés.
- L'ensemble des dispositions renvoyées en commission, y compris un nombre d'améliorations légistiques techniques et linguistiques, a été adopté par 10 voix et 3 abstentions.

2. Projet de loi portant des dispositions relatives à la carte d'identité sociale et la carte ISI+, n° 3137/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles inchangés ont été successivement adoptés.
- Le projet de loi, y compris un nombre d'améliorations légistiques techniques et linguistiques, a été adopté à l'unanimité.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 10 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie, n°s 3155/1 à 2.
Amendement de M. George et consorts.
(Continuation, clôture et votes).

- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.
- La discussion des articles a été clôturée.

- L'amendement de M. George et consorts a été retiré.
- 4 amendements ont été introduits par M. Calvo et consorts.
- La requête de MM. Wollants et Calvo de demander un avis au Conseil d'Etat concernant les articles 26 et 27 du projet de loi a été rejeté par 9 voix contre 3.
- Tous les amendements de M. Calvo ont été rejetés.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté inchangé moyennant quelques corrections techniques par 9 contre 1 voix et 2 abstentions.

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi portant modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 3227/1.

- Rapporteur : M. Calvo.
- Exposé du secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité.
- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- Les 3 amendements introduits par M. Calvo ont été rejetés et les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté, moyennant quelques corrections techniques, par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

2. [Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 7 janvier 2014.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Projet de loi-programme (I) (art. 10), n° 3147/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.

- La discussion a été clôturée.

- L'article 10 a été adopté.

- L'ensemble des dispositions renvoyées en commission, y compris des corrections légistiques, techniques et linguistiques, a été adopté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

2. [Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Émancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, n° 3145/1.

Ordre des travaux concernant les auditions.

- La liste des personnes qui seront auditionnées est établie.

- Une liste des institutions auxquelles un avis sera demandé a été établie.

Prochaine réunion : mercredi 8 janvier 2014.

Groupe de travail "Propositions de résolution"

GROUPE DE TRAVAIL "PROPOSITIONS DE RÉOLUTION"

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

1. Proposition de résolution (Dirk Van der Maelen et consorts) concernant la violation des droits de l'homme dont sont victimes cinq cubains injustement détenus aux Etats-Unis, n° 1237/1.

- La proposition de résolution est retirée par son auteur principal.

2. Proposition de résolution (Dirk Van der Maelen, Patrick Moriau) relative à la promotion d'une protection sociale universelle de la santé, n° 376/1.

- La proposition de résolution est retirée par son auteur principal.

3. Proposition de résolution (Patrick Moriau et consorts) relative au droit universel à l'eau, n° 2642/1.

- Deux amendements sont déposés par Mme Lalieux et M. Van der Maelen.

4. Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Christian Brotcorne) relative à la mise en place d'un corps européen de secours civil, n° 463/1.

- Un amendement a été déposé par M. Dallemagne.

5. Proposition de résolution (Georges Dallemagne) visant à soutenir le processus de Kimberley, n° 2747/1.

- M. Dallemagne déposera un amendement global en vue de remplacer la proposition de résolution.

6. Proposition de résolution (Peter Luykx et consorts) concernant la désignation d'un envoyé spécial de l'Union européenne pour la protection des minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, n° 3075/1.

- Les auteurs de la proposition de résolution seront informés du fait que M. Stavros Lambrinidis, Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, est compétent pour la protection des minorités religieuses.

7. Proposition de résolution (Olivier Henry, Christiane Vienne) relative au besoin d'une stratégie de croissance et d'emploi à l'échelle de l'Union européenne, n° 2205/1.

- La proposition de résolution sera retravaillée par ses auteurs.

Prochaine réunion : mardi 7 janvier 2014.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ **MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013**

Réunion commune avec la commission d'accompagnement du Comité R du Sénat

1. Examen du rapport annuel 2012 du Comité P.

- Rapporteurs : MM. Koenraad Degroote et Karl Vanlauwe (S).

- L'examen du rapport annuel 2012 a eu lieu.

- Les membres ont posé des questions et les conseillers du Comité P y ont répondu.

A l'issue de la réunion commune : réunion de la commission spéciale d'accompagnement du Comité P

2. Examen de plusieurs rapports du Comité P.

- L'examen des rapports du Comité P a eu lieu.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ JEUDI 12 DÉCEMBRE 2013

1. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie, n° 3155/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

2. Projet de loi portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques, n° 3217/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

3. Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, n° 3223/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

4. Projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, n° 3224/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

5. Projet de loi portant modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 3227/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

6. Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses, n° 3236/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 15 jours.

7. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 21 décembre 2013 au 5 janvier 2014.